

Questions orales

L'hon. John C. Munro (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Il est exact, madame le Président, que j'ai donné mon appui à tribu Buffalo River, à Dillon, qui avait proposé que les écoles indiennes soient construites conformément aux normes provinciales afin de ne pas être de qualité inférieure à celle des autres écoles de la province. J'ajouterais que ce qu'a dit le député au début de sa question est inexact. Croyez-le ou non, il y a des provinces où les normes fédérales sont plus élevées que les normes provinciales.

• (1440)

Des voix: Oh, oh!

M. Munro (Hamilton-Est): Je voulais tout simplement vous communiquer ce renseignement. Nous examinons en ce moment les répercussions que pourrait avoir sur les écoles indiennes de l'ensemble du pays, l'engagement que j'ai pris envers la tribu de Dillon mais je ne renie aucunement la promesse que j'ai faite à cette tribu.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LA LIVRAISON À L'ARGENTINE DE FAISCEAUX DE COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE**

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il sait que l'Argentine n'a pas ratifié le traité de non-prolifération des armes nucléaires et qu'on la croit capable de fabriquer une bombe atomique. La Commission Palme est la dernière à avoir confirmé ce fait. Le premier ministre doit savoir également que le 8 juin dernier, à Vienne, le gouvernement argentin a dit se réserver le droit d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins militaires. Son gouvernement a-t-il changé de politique à l'égard de la livraison des faisceaux de combustible nucléaire à l'Argentine? Le gouvernement va-t-il rappeler les techniciens canadiens qui se trouvent dans ce pays et annuler tous les futurs travaux sur le réacteur nucléaire Candu, puisque l'Argentine a bel et bien déclaré qu'elle était prête à utiliser l'énergie nucléaire à des fins militaires?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, il est possible que l'Argentine ait cette intention, mais elle ne pourra pas la mettre en œuvre grâce au Canada ou aux matériaux connexes que nous lui fournissons, car celles-ci font l'objet de garanties totales.

Le député doit se rappeler que d'autres pays approvisionnent l'Argentine en d'autres sources d'énergie. Comme le député le sait, les normes canadiennes sont plus élevées que celles des autres pays. Par conséquent, en acceptant la proposition du député et en mettant un terme au contrat—autrement dit, en rompant le contrat de notre côté—nous ne ferions que donner à l'Argentine toute latitude pour utiliser comme elle l'entend le matériel canadien, à l'abri des garanties que nous avons négociées avec ce pays et qu'il respecte.

LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE À UNE RÉUNION DE L'OTAN

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Le 10 juin dernier, il a déclaré, lors du sommet de

l'OTAN «qu'aucune question, aussi importante soit-elle, n'était aussi primordiale que la nécessité d'éviter un holocauste nucléaire». Le 18 juin prochain, dans deux jours donc, il profitera de la conférence de l'Organisation des Nations Unies sur le désarmement pour proposer un gel sur la mise au point de nouvelles armes nucléaires et une stratégie de suffocation. Est-ce que le premier ministre se rendra aux Nations Unies les mains nettes ou pourra-t-il être qualifié de plus grand hypocrite de l'univers, puisqu'il n'est pas prêt à appliquer ce qu'il prêche au reste du monde et à éviter un holocauste nucléaire? En effet, en vertu d'un contrat conclu en 1974, il s'apprête à donner à un pays les moyens de mettre au point des armes nucléaires? Suivra-t-il les préceptes qu'il prône?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je pense que le député n'a pas bien compris ma réponse précédente. J'ai déclaré que nous étions liés à l'Argentine par un contrat...

M. Crosbie: Annulez-le!

M. Trudeau: ... comportant des garanties.

M. Crosbie: Il n'y a aucune garantie.

M. Trudeau: Le député ne dit pas la vérité lorsqu'il affirme qu'il n'y a aucune garantie. Il devrait pourtant être au courant puisqu'il a fait partie d'un gouvernement qui a également essayé de vendre un réacteur Candu...

M. Crosbie: Nous avons refusé d'en vendre un second.

M. Trudeau: Madame le Président, le député me pose une question et je lui saurais gré de bien vouloir écouter ma réponse.

Je lui signale que nous avons conclu avec l'Argentine un contrat de vente d'un réacteur Candu, qui comporte certaines garanties. Si nous ne respectons plus le contrat, les garanties tomberont et le matériel et la technologie qui ont déjà été livrés à l'Argentine non seulement depuis 1976 mais également durant le règne du parti du député, resteront entre les mains du gouvernement argentin et nous n'aurons plus aucune garantie. L'hypocrisie consisterait à dire que nous allons annuler ce contrat sous prétexte de protéger la sécurité du monde. Ce n'est pas le cas, puisque cela signifierait que l'Argentine aurait la technologie et le matériel et n'aurait plus à respecter de garanties données. Nous préférons conserver ces garanties plutôt que de laisser les mains libres à l'Argentine.

* * *

L'ÉCONOMIE**LA DATE DE L'EXPOSÉ ÉCONOMIQUE ATTENDU**

L'hon. Allan Lawrence (Durham-Northumberland): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il comprend sûrement que la seule lueur d'espoir à l'horizon pour beaucoup de Canadiens, ce serait que l'exposé économique qu'il a promis annonce un changement radical à la politique fiscale et monétaire du gouvernement. Le ministre doit avoir une très bonne idée de la teneur et de la date de son exposé. Pourquoi ce mystère? Le ministre ne peut-il pas nous dire aujourd'hui quand il fera cet exposé économique tant attendu?